

Chers tous et toutes, signataires de la pétition pour les caves à Lulu,

Vous avez peut-être vu passer dans la presse depuis une semaine des articles concernant la réunion du 5 juin dernier à la mairie, que nous vous avions annoncée dans un précédent message pour vous tenir au courant des avancées de notre collectif.

Deux articles de Jean-Christophe Magnenet dans La Provence (un billet dans le journal daté du 7 juin et une brève dans celui du 14 juin) et un très virulent de Jean-Luc Icard, directeur de HPI, dans le dernier numéro paru vendredi 13 juin. **En résumé, ces articles (nous contacter si vous souhaitez les voir) nous reprochent d'avoir bafoué la presse et le droit à l'information.**

**Cela nous oblige à modifier quelque peu, et allonger, le compte rendu que nous avons prévu de vous faire suite à cette réunion, car il est important de rappeler dans quel contexte elle a eu lieu et de corriger des contrevérités.**

Cette réunion de concertation nous a été proposée par la mairie suite à notre conférence de presse du 28 avril et à la remise au maire d'une pétition qui a recueilli plus de 900 signatures ; avant cela, personne n'avait été informé du projet de rénovation du bâtiment qui abrite le Centre d'art contemporain Boris Bojnev et les Caves à Lulu, sinon quelques jours avant le début des travaux, sans même parler de concertation. **C'est donc bien le rapport de forces que nous avons établi qui a déclenché du côté municipal la décision de nous réunir.**

Nous avons peu d'informations sur le déroulé précis de cette réunion, malgré nos demandes en amont de certains éléments qui nous auraient permis de mieux la préparer ; mais **nous savions précisément deux choses** qui ressortaient de nos échanges par mail avec Julia Barbier, responsable du service culture et festivités.

1/ **le nombre et la répartition des membres de la délégation** : présence de 10 membres du collectif ainsi que celle d'un membre de chaque association signataire de la pétition ayant son siège à Forcalquier. Notre délégation comptait donc une trentaine de membres.

2/ **le but de la réunion était de nous permettre de « faire connaître nos besoins »**, selon les termes de nos échanges préparatoires avec le service culturel. A cela s'était ajouté, suite à nos demandes d'éléments concrets sur le projet, le fait qu'il nous serait présenté le jour même, et qu'il était encore susceptible d'évoluer.

**Quelle ne fut pas notre surprise en arrivant dans la salle du Conseil d'y trouver plusieurs journalistes et une disposition adaptée à une conférence de presse** : une tribune avec des micros pour les intervenants de la mairie et des chaises en face pour l'auditoire.

En attendant l'arrivée du maire, **nous avons commencé par modifier ce dispositif**, qui n'était pas adapté à la réunion de travail pour laquelle nous étions là, mettant toutes les chaises en rond et non en face à face. Et **nous avons fait part de notre étonnement** de voir des journalistes, qui nous ont alors expliqué qu'ils avaient été invités par la mairie à une « présentation du projet de musée municipal ». Étaient présents La Provence, HPI et TPBM, un journal destiné aux professionnels des BTP.

**Cela signifie que la mairie a invité deux groupes au même moment mais pour deux choses différentes, d'où confusion et incompréhension de part et d'autre !**

Dès son arrivée, le maire commence son exposé de présentation du projet. Nous l'interrompons aussitôt pour lui faire part de notre incompréhension - puisque nous ne sommes pas venus pour écouter une conférence mais pour travailler en concertation et exposer nos besoins - et de notre étonnement face à la présence de la presse.

**Sans même laisser le temps d'une réelle discussion, il prend l'initiative de faire voter** les personnes présentes pour décider si la presse peut assister à la réunion. **Il est important de détailler le déroulement de ce vote, qui a été très rapide.** Le maire a demandé que lèvent la main ceux qui étaient pour la présence des journalistes ; les représentants de la mairie ont été les seuls à lever la main et le maire a aussitôt clos le vote, sans prendre le temps de solliciter les voix « contre » ni les abstentions. Nous étions dans un état de sidération face à cette façon de procéder et nous n'avons pas su comment réagir. **En conclusion, le maire a demandé à la presse de quitter la salle et les journalistes sont partis choqués, voire furieux.**

Lorsque le maire a voulu reprendre son exposé, **nous avons d'abord insisté pour faire un tour de présentation de toutes les personnes de la délégation**, précisant à quelle association ou collectif elles appartenaient et ce qu'elles avait fait aux Caves à Lulu dans le passé. Nous y avons inclus et excusé toutes les associations qui ne pouvaient pas être là, en les nommant une par une avec leurs activités principales. Nous avons demandé aux représentants de la mairie de se présenter aussi. Ce type de tour de table prend certes un peu de temps mais il nous semble que c'est la moindre des choses de faire connaissance, et de savoir à qui on s'adresse, avant d'entamer des discussions.

**Après cette introduction mouvementée**, la suite de la réunion a été plus sereine, même si le maire n'a pu s'empêcher de lancer quelques piques et remarques condescendantes, nous reprochant notamment d'être trop dans « l'émotionnel ». D'une part, nous revendiquons la part faite aux émotions dans la culture et dans notre travail, d'autre part nous insistions sur des besoins concrets qui sont de moins en moins couverts par une ville qui se présente par ailleurs en défenseur de la culture et des associations.

Le maire a présenté son projet à l'aide de powerpoints sur de grands écrans : il prévoit un musée pour montrer une partie de la collection de Lulu, des expositions temporaires et dans les caves un musée archéologique (voir détails en annexe) ; il n'y a donc aucune place pour le spectacle vivant, alors que cela se fait de plus en plus couramment dans les musées.

**Nous avons souligné que Lulu était un défenseur de l'art vivant** et que la ville a, certes, le devoir de valoriser son patrimoine artistique mais aussi de soutenir les artistes et la culture vivante dans sa diversité. Dans beaucoup de villes, on oppose patrimoine et culture vivante alors que les deux sont complémentaires, et que le patrimoine est ce qui reste aujourd'hui des œuvres des artistes qui vivaient et créaient avant nous !

**Nous avons aussi évoqué le problème de l'attribution des salles** en général, de la procédure pour obtenir une salle, qui est devenue trop difficile, longue et opaque. Le maire a semblé découvrir le problème et a dit qu'il y avait certainement des choses à améliorer.

**En conclusion, il a proposé deux autres réunions, toutes les deux le 8 juillet prochain :**

- l'une avec le directeur technique, Christian Randon, pour étudier les aspects techniques et pratiques pour répondre éventuellement à nos besoins et aux normes dans les Caves, avec une visite du chantier ;

- l'autre avec la directrice culturelle, Julia Barbier, pour évoquer des pistes d'amélioration de la procédure d'attribution des salles et voir de plus près les alternatives, et notamment l'ancien

tribunal (Place du Palais) ; Julia Barbier s'est engagée à nous envoyer en amont le protocole de réservation des salles. Avant ce RDV, nous lui demanderons aussi de nous transmettre un inventaire exhaustif de toutes les salles qui peuvent être mises à disposition des associations pour pallier à la suppression des Caves.

Nous vous tiendrons bien sûr au courant des avancées suite à ces deux réunions.